

Élections du Conseil d'Administration de PSL
Du 14 au 16 juin 2022
Liste « PSL contre-attaque »
Newsletter n° 1

Du 14 au 16 juin, les étudiant·es des établissements de PSL voteront pour élire leurs représentant·es au Conseil d'administration. PSL contre-attaque est un collectif qui lutte pour l'écologie, la démocratie universitaire et la défense des conditions d'étude et de travail au sein de PSL. Nous présentons donc une liste pour le Conseil d'administration de PSL afin d'y défendre ces objectifs.

Notre profession de foi est disponible en intégralité ici : <https://colibris.link/PF-PSLCA> Vous pouvez également nous suivre sur les réseaux sociaux pour être informé·es de nos actions : <https://www.facebook.com/PslContreAttaque> et <https://twitter.com/contreprsl>

• Pourquoi une liste pour le Conseil d'administration de PSL ? Pourquoi la nôtre ?

Nous croyons en la démocratie universitaire, en l'écologie, et en l'importance de bonnes conditions d'études et de travail. Au conseil d'administration, nous souhaitons traduire ces valeurs abstraites en des mesures concrètes, présentées dans notre profession de foi.

Cela peut sembler irréaliste au sein d'un conseil composé de si peu d'élus·es et dont l'ordre du jour est déterminé par le directoire. Néanmoins, nous voulons inverser la tendance et que les élu·es puissent aussi dicter l'agenda du conseil d'administration : ce sera l'un des combats de notre mandat.

Siéger au CA permet aussi d'obtenir des informations cruciales sur les évolutions de PSL et de ses formations, de relayer les questions, les inquiétudes et les idées des étudiant·es, de mettre sur la table certains sujets autrement ignorés.

Nous sommes une liste d'opposition. Si certains points peuvent être faire consensus avec la direction de PSL, d'autres, comme l'écologie, requièrent d'être traités sur le fond et d'assumer les désaccords.

• Pour un enseignement supérieur indépendant et écologique

PSL défend une « écologie des solutions », axée sur le développement durable et le solutionnisme technologique. Cela se ressent dans la formation et l'orientation professionnelle des étudiant·es. Nous sommes favorables à des initiatives locales, à toutes les échelles de PSL, mais nous tenons pour indispensables des réflexions plus larges sur les changements systémiques à engager.

À quoi bon recycler quand on collabore avec des banques comme BNP Paribas, qui finance Total ? En se basant sur de telles entreprises pour financer ses formations, PSL légitime leur modèle économique et permet la perpétuation de leurs projets écocides. Par ailleurs, cela met gravement en danger l'indépendance de l'enseignement supérieur. En effet, ces financeurs privés peuvent orienter les choix de création ou de fermeture de formations, et influencer leur contenu. Enfin, cela permet à ces multinationales de former des étudiant·es selon leurs besoins et d'avoir un accès facile à des recrutements de jeunes diplômé·es.

PSL étant une structure très bien dotée financièrement par la puissance publique, il ne nous paraît pas nécessaire qu'elle se finance, de surcroît, massivement auprès du secteur privé.

• Pour l'égalité entre toutes

À nos yeux, les établissements d'enseignement supérieur doivent garantir un enseignement accessible à toutes, ainsi qu'une égalité entre les étudiant·es, qui permette à toutes d'étudier dans de bonnes conditions et dans un cadre sécurisant et émancipateur.

Nous sommes attentif·ves aux inégalités et discriminations subies par les minorités de genre, et exigeons des mesures concrètes comme la lutte contre le harcèlement et les agressions sexistes et sexuelles et le respect des prénoms et pronoms d'usage, notamment pour les personnes trans.

PSL repose, pour ses activités de recherches et d'enseignement, sur les doctorant·es, enseignant·es précaires et ATER. PSL peut et doit revaloriser leur salaire. Par ailleurs, PSL communique sur des objectifs de diversité sociale. En particulier, il nous semble que l'objectif de 50 % de boursier·es au CPES et en SMD n'est pas atteint. Nous demanderons des comptes sur l'atteinte de ces objectifs. Les étudiant·es les plus précaires doivent être accompagné·es. Par exemple, le service de logement « PSL Housing » est insuffisant et dysfonctionnel.

La newsletter n°2 sera l'occasion de vous présenter le collectif et les membres de la liste plus en détail !